

salaires minimum, au niveau fédéral, et les taux du salaire minimum, dans les provinces, n'en diffèrent pas tellement, est de \$1.25 l'heure. Cela donne à peu près \$2,600 par année de travail. Selon la recommandation du Livre blanc, l'homme marié et sans enfant qui toucherait le salaire minimum, c'est-à-dire \$2,600, bénéficierait d'une réduction atteignant \$1.42 par semaine. Monsieur l'Orateur, pour ces gens, on aurait pu aussi bien ne pas écrire le Livre blanc.

**Des voix:** Bravo!

**M. Thompson:** On ne peut éternellement ignorer les besoins de ce vaste secteur de la population canadienne. Le Livre blanc aurait dû me semble-t-il, leur accorder plus d'attention.

Je m'inquiète aussi des conséquences de ces recommandations sur la stimulation du développement des ressources et ce développement même. Voulons-nous vraiment prélever des montants accrus pour les dépenses et les services fédéraux ou ne devrions-nous pas plutôt chercher à accroître la productivité du pays?

**Une voix:** Les deux.

**M. Thompson:** On a dit «les deux». J'affirme que tant que nous n'aurons pas accru la productivité du pays, nous ne pourrons réaliser pleinement l'autre objectif.

**M. Saltsman:** L'accroissement de la productivité est impossible sans cela.

**M. Thompson:** Les députés à ma gauche mettent la charrue devant les boeufs, à mon avis.

**Des voix:** Bravo!

**M. Thompson:** Nous devons faire en sorte d'accroître la productivité à une cadence qui nous permettra de nous offrir les services sociaux dont nous avons besoin.

J'ai été vivement impressionné par les propos d'un homme sur le Livre blanc durant la fin de semaine qui a suivi sa publication. Le lendemain du jour où il a prononcé le discours que j'ai l'intention de citer dans quelques instants il était tué à la suite de l'écrasement d'un avion en Alberta. Je veux parler de Donald McParland. Le jour avant l'accident, il avait déclaré:

De prime abord, aucune des réformes fiscales recommandées ne semble renfermer la moindre proposition qui attirerait les placements étrangers au Canada.

Elles semblent toutes converger vers l'intérieur plutôt que l'extérieur et laissent croire que nous regardons notre nombril et ne tenons pas compte du reste du monde.

**M. Mahoney:** C'est bien dit. J'aurais voulu m'exprimer ainsi.

[M. Thompson.]

**M. Thompson:** Il a ajouté.

J'estime que le Livre blanc a en quelque sorte manqué le coche. Au mieux, il retranscrit le gâteau. Or il faut plus de gâteau. C'est le défi que doit relever le Canada.

Il a déclaré ensuite:

Le gouvernement semble trouver qu'en soi, la stabilité du Canada présente suffisamment d'attrait pour faire venir de l'extérieur les capitaux d'investissement sans qu'il y ait besoin d'avoir recours à des stimulants particuliers.

Cela n'a pas toujours été le cas lorsqu'il existait des subventions à cet effet. Nous n'avons jamais pu attirer assez d'argent pour réaliser tout ce dont le pays a réellement besoin.

Comment la situation peut-elle éventuellement s'améliorer alors que nous diminuons les encouragements fiscaux et que nous imposons une taxe sur les plus-values de capitaux?

Le rapport poursuit:

Il a dit que prévoir de nouveaux emplois ne va pas sans une expansion de l'industrie qui «est retardée par toute répercussion négative se produisant sur les investissements de capitaux.»

«N'avons-nous pas le droit d'attendre de notre gouvernement qu'il prenne des mesures positives à cet égard?»

C'est une question très réelle. Le rapport déclare ensuite:

Le gouvernement fait preuve d'une certaine arrogance dans son Livre blanc où il déclare que son besoin d'argent est si grand qu'il ne peut se permettre de réduire ses revenus en général.

N'est-ce pas le moment pour les contribuables d'exiger les vraies raisons pour lesquelles les gouvernements continuent de réclamer d'eux des sommes chaque année à coups de proclamations pieuses?

A propos de l'impôt sur les gains de capital, M. McParland a dit ceci:

Dans une économie pleinement développée et saturée, les arguments favorables à cet impôt sont défendables. Toutefois, le Canada est un pays vigoureux, en pleine croissance et il a besoin d'une expansion des capitaux.

Je souscris sans réserve à ce point de vue. Je ne doute pas du bien-fondé de l'impôt sur les gains de capital dans certains domaines, mais en ce qui concerne l'accroissement de la productivité, le Canada a surtout besoin de capitaux suffisants.

Une autre critique que je vais évoquer brièvement a trait aux répercussions défavorables que les propositions énoncées dans le Livre blanc auront sur les stimulants. L'encouragement à l'épargne, qui a été une des caractéristiques des Canadiens, va être détruit. Le recours aux expédients va prendre le pas sur l'économie dans la gestion des sociétés et des affaires personnelles. Encore une fois, je voudrais rappeler un article qui a attiré mon attention aujourd'hui. Il est consigné dans le rapport annuel de la Banque de commerce canadienne impériale. Au cours de son allocution prononcée devant les actionnaires de la banque, lors de la 103<sup>e</sup> réunion an-